Une sociologie politique de la lutte contre le gaspillage alimentaire

11 mai 2016

La revue *Gouvernement et action publique* publie, dans sa dernière livraison, un article d'Armèle Cloteau (UVSQ) et Marie Mourad (Sciences Po Paris) intitulé « Action publique et fabrique du consensus. La »lutte contre le gaspillage alimentaire » en France et aux États-Unis ». L'argumentation développée dans cet article s'appuie sur 120 entretiens réalisés dans les deux pays.

Selon les auteurs, depuis la fin des années 2000, ce problème public a permis la convergence de différentes préoccupations : économie des ressources, gestion des déchets, aide alimentaire, etc. Des standards d'action mis au point par des pays comme le Royaume-Uni, souvent cité comme modèle, et promus par les organisations internationales, notamment la FAO, se diffusent dans les sphères gouvernementales. À travers le monde, ce sont parfois les mêmes acteurs (multinationales et réseaux d'ONG) qui s'engagent dans des dispositifs participatifs public/privé de lutte contre le gaspillage.

Dans le cadre de dispositifs comme le Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire, en France, ou le *Zero Food Waste Forum*, aux États-Unis, des innovations sont discutées, notamment en matière de logistique. De nouveaux créneaux se structurent autour de la récupération des invendus, parfois redistribués aux plus démunis. Pour les auteurs, cette « approche réformiste d'amélioration progressive » a pour effet de marginaliser les acteurs porteurs d'un discours de sobriété et de réforme des systèmes alimentaires. « La lutte contre le gaspillage alimentaire se révèle alors être un modèle de prise en charge sectorielle et technicienne, reposant principalement sur l'innovation logistique et managériale, par opposition à des mesures prescriptives et à la politisation de l'enjeu ».

Florent Bidaud, Centre d'études et de prospective

Source: *Gouvernement et action publique*